
VAUGEOIS, TABLETIER, CONNU ET INCONNU

(4^e et dernière partie)

par Thierry Depaulis

LA MAISON AU SINGE VERT ET SON HISTOIRE – LES MYSTÈRES DU « 56 »

Nous avons entrevu au fil de ces récits quelques pans de l'histoire de la maison *au Singe vert*. Frappée d'une enseigne remarquée, la maison fut soumise, dès les années 1780, à l'entreprise de numérotage imaginée et mise en œuvre, à ses frais, par un bien curieux personnage au nom « étranger », Marin Kreenfelt de Storcks (voir plus loin sa biographie).

Rappelons ici les grandes étapes du numérotage des maisons de Paris. Car, si les numéros qui figurent sur nos immeubles nous semblent aujourd'hui « naturels », ils ne l'étaient pas sous l'Ancien Régime, où l'on se servait d'une enseigne, quand il y en avait une, ou de repères topographiques alambiqués. Depuis les études d'Edmond Léry (1918), André Lalarge (1933) et Jeanne Pronteau (1966)¹²³, il est admis que la numérotation des maisons de Paris a connu trois phases essentielles :

1) un numérotage effectué entre 1779 et 1789 à l'initiative (privée) de Marin Kreenfelt de Storcks, appelé parfois (mais sans raison) « numérotage royal » ;

2) un numérotage officiel réalisé sous la Révolution, en 1790-91, s'appuyant sur les « sections » (selon un découpage par îlots), sans tenir compte des rues elles-mêmes ; c'est le numérotage dit « sectionnaire », utilisé jusqu'en 1805, à Paris comme en province ;

3) enfin, sous le Premier Empire, un nouveau numérotage, plus rationnel, alterné, institué par le préfet Frochot, qui reste encore utilisé de nos jours.

Bien qu'il ne se soit jamais expliqué sur sa méthode, Kreenfelt de Storcks avait pris pour principe de numéroter toutes les portes d'une rue en commençant à une extrémité, en allant jusqu'au bout de la rue, puis en revenant de l'autre côté. Bref, une numérotation en fer à cheval, et non alternée comme nous le faisons aujourd'hui. L'ambition était d'offrir un procédé de repérage commode et simple pour localiser une maison dans une rue, évitant par là les

circonvolutions du genre « Le sieur *Morien* demeure à Paris, rue Galande près la Place Maubert, entre la rue des Rats & la rue du Fouare, chez M. *Gaveroye*, Marchand Grainier, au second sur le derrière, à l'escalier à droite » (1746) ou encore : « *A LA CAPOTTE ANGLOISE*, La cinquième Boutique apres le Quai de Gèvres, à coté d'une Lingere, vis à vis la Statue du Roi. *BARNOU*, Md Mercier, tient en Magasin Vestes brodées en Or et en Argent (...) A PARIS. »¹²⁴. Un numéro, attribué consécutivement, devait faire l'affaire.

Depuis 1777, Kreenfelt assurait la rédaction de l'*Almanach de Paris*, une sorte d'annuaire alphabétique fondé en 1772 par François Claude Mangeot, décédé en 1774, et que continuait sa veuve depuis lors. En 1778, ayant repris en main l'*Almanach de Paris*, Kreenfelt fit, le 26 novembre 1778, une demande de privilège général, qui lui fut accordé le 7 juin 1779¹²⁵. C'est pour simplifier la localisation des maisons de Paris, et réduire ainsi l'encombrement typographique de son *Almanach*, que Kreenfelt eut l'idée de peindre des numéros sur les maisons et les portes. Malgré les protestations de quelques notables irrités et une courte période de suspension, le programme se poursuivit jusqu'en 1789, réalisant ainsi le numérotage d'un très grand nombre de rues.

La méthode est exposée dans une autre publication, l'*État actuel de Paris, ou Le provincial à Paris (...)*, due à Roch-Henri Prévost de Saint-Lucien, qui parut, en quatre volumes, en 1787, puis de 1788 à 1790.

¹²³– Edmond LÉRY, « Les anciens numérotages de Paris et de Versailles », *Revue de l'Histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, 20^e année, janv.-juin 1918, p. 185-202 ; André LALARGE, « Le numérotage des maisons de Paris sous Louis XVI et pendant la Révolution », *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1933, pp. 60-81 ; Jeanne PRONTEAU, *Les numérotages des maisons de Paris*, Paris, Ville de Paris (Préfecture de la Seine), 1966.

¹²⁴– Carte adresse faisant facture, datée 1778, Arch. nat., T//385.

¹²⁵– BnF, Mss., Français 22002 (Registres des privilèges et permissions simples de la Librairie, 1723-1789, Années 1774-1788), p. 265, pour la demande ; Mss., Français 21968 (Registre des privilèges accordés aux auteurs et libraires, 1653-1790, Années 1778-1783), pp. 143-144 pour le privilège général accordé à « Notre aimé le sieur *Marin Kreenfell* » pour « l'*Almanach des Adresses de Paris* ».

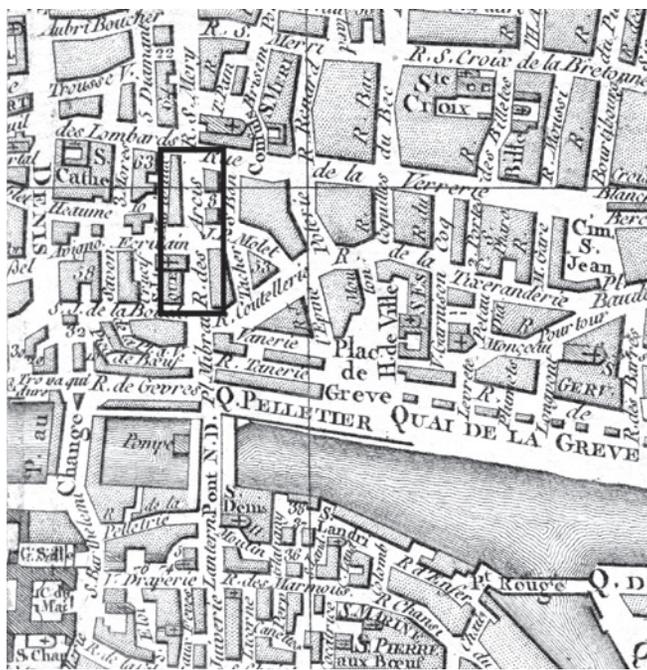


Fig. 25 – La rue des Arcis (ici encadrée d'un rectangle noir)
d'après le Nouveau plan routier de la ville et faubourgs de Paris, 1787. (coll. TD)

Cet ouvrage tient plus du dictionnaire topographique et du guide touristique que de l'annuaire commercial, mais ne néglige pas de signaler quelques boutiques ou adresses dignes d'intérêt. C'est là que nous trouvons l'explication du « système Kreenfelt ». Une note, placée en tête du « Viographe » (*Viographe, ou Ordre alphabétique des rues de la division*) de chaque volume, explique :

Le premier n°. indique le côté gauche par lequel on a commencé à numbrer [sic] les portes. Le n°. au dessous est celui de la porte en retour de la rue à gauche.

Ainsi, le point de départ était à gauche en entrant dans la rue, commençant par le n° 1, et les numéros se suivaient sans discontinuer, passant ensuite de l'autre côté, de sorte que le dernier numéro de la rue se trouvait en face du n° 1.

Entre 1780 et 1810, les maisons d'une rue ont donc reçu trois numéros : un premier, officieux (celui de Kreenfelt), tenant compte de la place de la maison dans la rue ; un deuxième, « sectionnaire », introduit en 1790, et souvent assez surprenant car dépendant du nombre de maisons, nécessairement élevé, dans la section ; un troisième, inauguré en 1805, revenant à une position topographique mais alternée, numéros impairs d'un côté, numéros pairs de l'autre. Une même maison peut ainsi avoir été numérotée, dans la même rue, 40 par Kreenfelt de Storcks (1779-1789), 193 dans le cadre sectionnaire (1790-1805), 24 en 1805.

Jusqu'en 1785, la boutique *au Singe vert* rue des Arcis n'a pas d'autre localisation que sa vieille enseigne. Mais les progrès de la numérotation Kreenfelt vont lui attribuer le numéro 56. Ce numéro apparaît pour la première fois dans les *Tablettes royales de renommée* de 1786, où, sous la rubrique « Tableterie », on indique : « Vaugois, rue des Arcis, n° 56, fabrique & magasin de jeux en ivoire. »

Cette signalisation se retrouve dans les éditions de 1788 et 1789.

Curieusement, l'*Almanach de Paris*, que nous savons rédigé par Marin Kreenfelt, promoteur de ce numérotage, attend 1788 pour donner à Vaugois ce même numéro 56 :

Almanach de Paris, contenant la demeure, les noms et qualités des personnes de condition dans la ville et faubourgs de Paris..., Paris : Lesclapart, 1788

TABLETIERS

Vaugois, R. des Arcis, 56.

Il faut croire qu'il a marqué les consciences, car, comme nous l'avons déjà indiqué, ce numéro est repris dans plusieurs documents notariés : un acte du 28 frimaire an II (18 décembre 1793) mentionne le « Cⁿ Bernard François Vaugois demeurant à Paris rue et section des Arcis N° 56 », un autre, du 8 fructidor an III (25 août 1795) répète la même formule ; deux actes, du 18 ventôse an V (8 mars 1797) et du 7 germinal an V (27 mars 1797) se réfèrent encore à « Bernard François Vaugois, md mercier, demeurant à Paris rue des Arcis section des Arcis N° 56 ». Pourtant, le numéro sectionnaire est, selon la nomenclature officielle, le 176. Si l'*Almanach du commerce, pour l'an VIII* (1799-1800) se contente d'indiquer « Vaugois fils, R. et Div. des Arcis », sans numéro, celui de l'an XI (1801-1802), consent enfin à dire « Vaugois, R. et Div. des Arcis, 176. »

Mais les notaires n'en avaient cure et en tenaient pour la « vieille » numérotation antérieure à la Révolution. En 1805, la réforme s'applique à tous. À partir de 1806, l'*Almanach du commerce* donne le « nouveau » numéro : « Vaugois fils, R. des Arcis, 56. »

Serait-on revenu au point de départ ? Cette étrange coïncidence s'explique mal, car, si l'on suit le système exposé par le *Provincial à Paris*, le numéro de la rue des Arcis, commençant à gauche à partir de la rue Saint-Martin, devrait accorder à la partie est de la rue les premiers numéros. Voyons comment se présente la rue des Arcis dans l'*État actuel de Paris*, 1788 :

Rue des Arcis 86 t. 60 p.

1 — St. Martin.

26 — Planchemibray.

16 Lanterne de M. le commissaire Ninnin.

Ibid. Me. Lesacher, procureur au châtelet.

21* Entrée de St. Jacques-les-Innocens. p. 48.

[sic pour 86.]

60 Boîte aux lettres pour la grande poste. 126

La rue des Arcis a 86 toises et possède soixante portes. Le n° 1 commence (à gauche) à partir de la rue Saint-Martin, puis les numéros vont, en se suivant, jusqu'au n° 26 ; arrivé à la rue Planche-Mibray, qui prolonge la rue des Arcis, demi-tour et on continue la numérotation de l'autre côté de la rue, du n° 27 au n° 60, ce qui nous ramène au carrefour Saint-Martin-Verrerie-Arcis-Lombards (Fig. 25) : ce n° 60, côté ouest, doit donc être en face du n° 1, côté est. Le *Singe vert*, situé à quelques mètres du carrefour, aurait dû recevoir le n° 3 ou 4. Comme on le voit, il n'en est rien.

D'autres tabletiers, présents rue des Arcis, auraient dû être numérotés selon cette même logique, mais un relevé des numéros donnés par l'*Almanach de Paris* 1789 et mis en correspondance avec les numérotages successifs donne ceci :

	n° Kreenfelt	n° section.	n° Frochot
Gaudrot	40	193	24
Molin	44 (?)	190	30
Latte	46	186	36
Vaugeois	56	176	56
Thiébault	58	174	60

Thiébault, dont la boutique était au carrefour de la rue des Arcis et de la rue de la Verrerie, côté est, aurait dû recevoir le n° 1 ou 2, mais il a, dans l'*Almanach de Paris* 1789, le n° 58 et, en 1805, reçoit le n° 60. Vaugeois, qui était à deux pas, était numéroté 56, et retrouve ce même numéro en 1805. Les employés de Kreenfelt de Storcks auraient-ils commencé de l'autre côté, à partir de la rue Planche-Mibray ? Mais alors, la numérotation successive aurait attribué à Thiébault le n° 30, et au *Singe vert* le n° 31 ou 32, terminant au n° 60 en bas de la rue. Ce n'est pas le cas. Une seule explication : pour la rue des Arcis, le numérotage a été fait « à l'envers ». Au lieu de commencer à gauche à partir de la rue Saint-Martin, les « peintres et barbouilleurs » au service de Kreenfelt, ont commencé à droite, donnant le numéro un à la maison faisant l'angle de la rue des Arcis et de celle des Lombards. C'est pourquoi l'église « St. Jacques-les-Innocens » (Saint-Jacques-de-la-Boucherie), située du côté ouest (à droite en venant de la rue Saint-Martin), se trouvait au n° 21127, c'est pourquoi le premier côté de la rue avait moins de numéros que l'autre côté : de fait, le côté ouest possédait moins de « portes » que le côté est et, après 1805, les numéros impairs sont bien moins

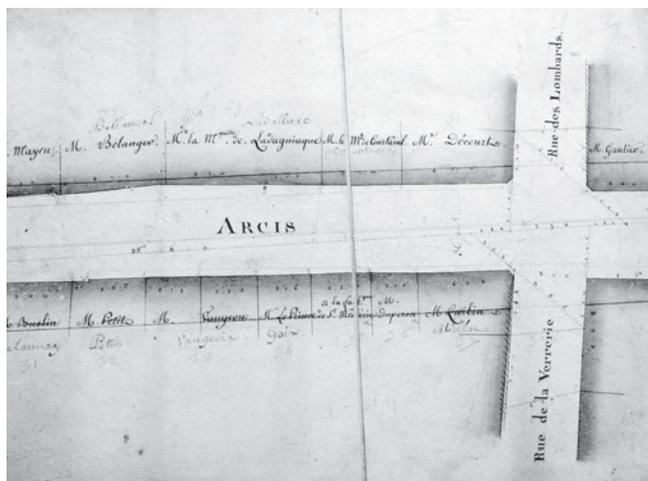


Fig. 26 – L'extrémité nord de la rue des Arcis, relevé d'Edme Verniquet, 1783-85. (BHVP, photo TD).

nombreux que les numéros pairs. C'est ainsi que le *Singe vert* s'est trouvé numéroté 56, et que, par un fait extraordinaire, la numérotation du préfet Frochot de 1805, par un procédé complètement différent, est retombé, par hasard, sur le même numéro 56.

On aurait aimé voir comment se présentait la rue des Arcis avant sa disparition, mais l'iconographie est exceptionnellement parcimonieuse. Seul l'ouvrage de Jules Lacroix de Marlès, *Paris ancien et moderne ou Histoire de France divisée en douze périodes appliquées aux douze arrondissements de Paris, et justifiée par les monuments de cette ville célèbre, Paris, 1839* offre, dans son Atlas (tome I) une vue de l'entrée de la rue depuis l'église Saint-Méry, où l'on entraperçoit quelques maisons ; le *Singe vert* devait se trouver là (Fig. 27). Une autre vue du même album (Fig. 28) montre l'autre extrémité de la rue des Arcis, au sud, avec la Tour Saint-Jacques (mais l'église a déjà disparu).

MARIN KREENFELT (1734-1798)

Il est temps d'en dire un peu plus sur ce mystérieux Kreenfelt de Storcks. C'est Edmond Léry qui l'a fait sortir de l'ombre 128. Il avait établi l'identité (et l'orthographe) du personnage et retrouvé la date de son décès : Marin Kreenfelt est mort à Paris le 7 ventôse an VI (25 février 1798). L'acte conservé aux Archives de Paris (Etat-civil reconstitué) le

126 – *État actuel de Paris, ou Le provincial à Paris (...)*, [3] : *Quartier du Temple*, Paris, Watin, 1788, p. 8.

127 – *État actuel de Paris, ou Le provincial à Paris (...)*, [3] : *Quartier du Temple*, Paris, Watin, 1788, p. 8 : Rue des Arcis 86 t. 60 p. L'édition précédente, de 1787, comportait des erreurs, rectifiées en 1788.

128 – Edmond LÉRY, « Les anciens numérotages de Paris et de Versailles », article cité.

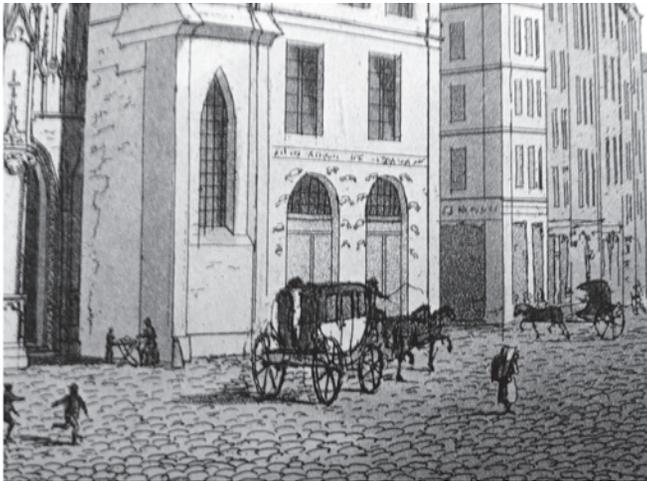


Fig. 27 – L'amorce de la rue des Arcis, vue de l'église Saint-Méry (dans J. Lacroix de Marlès, *Paris ancien et moderne...*, Atlas, I, Paris, 1839).



Fig. 28 – Le début la rue des Arcis, au sud, avec la Tour Saint-Jacques (dans J. Lacroix de Marlès, *Paris ancien et moderne...*, Atlas, I, Paris, 1839).

disait né « au Plessy-Dorin (Ille-et-Vilaine) », ce que Léry contestait, car il n'y a pas de village de ce nom en Bretagne. Le Plessis-Dorin est dans le Loir-et-Cher. La numérisation des registres paroissiaux de (presque) tous les départements français permet aujourd'hui de vérifier la chose aisément. La chance a voulu que notre homme soit bien né là, et que son

acte de baptême y soit consigné, il est vrai sous un nom de famille particulièrement écorché :

[en marge] Bap. / Marin / Grimfelch [sic]

Le sept Aoust mil sept cent trente quatre Marin né du legitime mariage d'Henry Grimfelch [!] garde de la forest de Montmiral et Marie Gosnet a été baptisé par nous curé soussigné. Le parrain a été Loüis Hâton, la marraine Catherine Haton qui ont déclaré ne scavoir signer. *Robillard* 129

Certes, le doute subsiste. Mais il n'est que de se reporter quelques pages plus haut pour trouver la naissance d'un frère aîné. Et là, tout s'éclaire :

[en marge] Bap. / Henry / Crinhenfeld [!]

Le premier de decembre [1731] Henry, né du legitime mariage du sieur Henry Crinhenfeld garde de la forest de Montmiral et Marie Gonet a été baptisé par nous curé soussigné. Le parrain a été Denis Gosnet, la maraine Jacqueline Gosnet qui tous fors ledit Crinhenfeld ont déclaré ne scavoir signer.

Robillard — henry creenfelt

Henry Creenfelt, voilà le nom du père : c'est bien le patronyme recherché, à une lettre près. Ce Creenfelt, garde de la forêt de *Montmiral* – on écrit aujourd'hui *Montmirail* – apparaît à plusieurs reprises dans ce même registre, signant toujours de la même façon, soit parce qu'il faisait baptiser un de ses enfants, soit parce qu'il était parrain d'un autre enfant ou témoin d'un mariage. Outre Henry, qui décède trois ans plus tard, et Marin, naissent ensuite Marie-Françoise, en 1736, Louis, en 1738, puis Jean, en 1742. La vie d'Henry Creenfelt père, garde forestier au creux de la France profonde, n'a pas été très longue : le 20 mars 1753, il meurt, et son fils Marin est là pour assister à l'inhumation :

[en marge] O / H. / Kreenfelt

Le vingt un mars mil sept cens cinquante trois Henry Kreenfelt décédé d'hier étant âgé de soixante ans a été inhumé au cimetiere par nous curé soussigné en présence de Marin Kreenfelt son fils, de Denis Gonet son beaufreere et de Mathieu Gonet aussy son beau frere acause de Marie Gonet femme dudit deffunt, qui ont dit ne scavoir signer, fors son susdit fils qui a signé avec nous.

Kreenfelt@ — f. Groisil 130

129– Reg. paroissiaux du Plessis-Dorin (Arch. dép. Loir-et-Cher, E-DEPOT 177/3, BMS mars 1730-déc.1759).

130– Même registre.

On voit tout de suite que le curé a changé, et que celui-ci maîtrise parfaitement l'orthographe étrangère du nom, désormais affecté d'un K. À peine Henry décédé, son épouse, Marie Gonet, trépassa six mois tard. Cette fois, Marin Kreenfelt n'est pas là pour assister au service funèbre. Désormais orphelin de père et de mère, notre futur activiste du numérotage, qui a 19 ans, a peut-être choisi d'aller respirer l'air de Paris, où nous n'allons pas tarder à le retrouver.

La chance, qui sourit parfois au généalogiste le moins dégourdi, a permis de retrouver le mariage des époux Creenfelt. Pourtant, l'affaire n'était pas gagnée d'avance, car cette région, appelée autrefois le Bas-Perche ou Perche-Gouet, est partagée aujourd'hui entre quatre départements : la Sarthe, l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher et l'Orne – et autant d'archives départementales. C'est un peu à l'aveuglette que le village de Melleray (Sarthe), commune à laquelle était rattachée la forêt de Montmirail, fut choisi pour un premier sondage. Et comme les bonnes fées veillaient au grain, c'était le bon – en dépit d'un document relié à l'envers (!) : l'acte de mariage s'offrait là, en 1730, dans des pages exceptionnellement propres et une écriture de vicaire calligraphe. On vous en livre ici un extrait.

Le six juillet mil sept cent trente après la cérémonie des fiançailles et les trois publications des bans [...], j'ai prêtre vicaire de ce lieu en vertu d'une lettre de sa Grandeur Monseigneur Illustrissime et Reverendissime Eveque de Chartres, ayant vu et examiné l'acte d'abjuration du susdit futur, en date du vingt quatre mars mil sept cent vingt huit signé J. Scheffmacher et legalisé par le procureur general des jesuites de la province de Champagne du dix neuf may mil sept cent trente signé J. Frucourt jesuite, ai donné la benediction nuptiale a Henry Creenfelt garde de Monseigneur de Neuilly¹³¹, fils de deffunt Guillaume Creenfelt et de deffunte Margueritte Torque¹³² de Scheren [?] en Westphalie sa patrie, ses pere et mere d'une part, et Marie Gonet, fille de Mathieu Gonet et de Barbe Menard ses pere et mere, en recevant des susdites parties leur mutuel consentement par paroles de present, ledit Creenfelt assisté de maitre Jean de Fargouet, demeurant dans la ville de Montmirail, son tuteur créé en justice par acte passé au siege de Montmirail en datte du vingt juin mil sept cent trente, de maitre Louis Beasley sa caution, et laditte Gonet assistée de son pere et de sa mere, de Mathieu et Denis les Gonets ses freres, de Jacques Gonet son oncle

et Pierre Lemoine, Joseph Neveu, garde de Monsieur De Neuilly demeurant a Montmirail, Jean Pinot sacriste de ce lieu et Jean Lenoir demeurant en ce bourg, parens et temoins qui ont signé avec nous fors les Gonets et Barbe Menard et laditte epouse qui ont dit ne sçavoir signer, et ledit Lenoir aussi. Signé Henry Creenfelt Neveu j. pinot J. Vasseur

L'identité du village natal, « en Westphalie sa patrie » (il était donc resté allemand, car il n'est pas fait mention d'un certificat de « naturalité »), n'est pas facile à établir. Ce pourrait être Scheuren, aujourd'hui un hameau de Schleiden, tout à l'ouest du Land actuel de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à quelques kilomètres de la frontière belge. Sous l'Ancien Régime, Scheuren faisait partie du comté de Schleiden, que possédait un branche des La Marck. *L'Encyclopédie méthodique, Économie politique et diplomatique*, IV, 1788, considère Schleiden, « situé dans l'Eyffel [Eifel], entre les duchés de Juliers & de Luxembourg », comme un « comté souverain d'Allemagne au cercle de Westphalie ». Les comtes de La Marck-Schleiden servaient dans les armées du roi de France. Ce contexte pourrait expliquer que Henry (Heinrich) Creenfelt, né vers 1693, ait pu arriver en France vers 1725 avec une maîtrise suffisante du français (et de l'écriture) pour devenir garde forestier dans un village du Bas-Perche, non sans avoir au préalable abjuré l'abominable hérésie luthérienne.

Les ressources du Minutier central des notaires de Paris, mises à nouveau à contribution, via la base « SIV », ont fait apparaître un « Contrat de mariage entre KREENFELL x dem. (de) LAMOTTE », signé le 13 août 1764¹³³, qu'il a semblé urgent d'examiner. On laisse le lecteur en apprécier la teneur :

... Marin Kreenfell [sic] cuisinier de Monsieur le Marquis de Pompignan¹³⁴ dem^t a Paris quay Malaquais fauxbourg S^t Germain psse S^t Sulpice, majeur, fils de defunt S. Henry Kreenfell garde chasse a Montmirail diocese de Chartres, decedé, et Marie Gosnet sa femme, ses pere et mere pour lui et en son nom d'une part,

¹³¹– Michel Havet de Neuilly (1685-1761), seigneur de Montmirail au Perche, conseiller secrétaire du roi et de ses finances en 1729, avait racheté la baronnie de Montmirail à la princesse de Conti en 1719.

¹³²– *Torque* n'est bien sûr pas une graphie allemande. Sans doute faut-il comprendre Torck, voire... Storck(s). Ces noms ne sont pas très courants, mais ils sont attestés.

¹³³– Arch. nat., MC/ET/XXXVI/512.

¹³⁴– Jean-Jacques Lefranc, marquis de Pompignan (Montauban 1709 - Pompignan 1784), poète et écrivain, reçu à l'Académie française en 1759, grand bibliophile. Victime des railleries de Voltaire pour avoir critiqué les philosophes, il se retira en 1763 dans ses terres. A Paris, Pompignan avait son hôtel quai Malaquais.

Et Sieur Denis Henry De Lamotte maitre patissier a Paris et Marie Maximilienne Pasquier son épouse qu'il autorise à l'effet des presentes dem^{is} a Paris rue de Beaune susd. fauxbourg S' Germain psse S' Sulpice, stipulants pour d^{lle} Marie Françoise De Lamotte leur fille mineure dem^{te} avec lesd. S. et D^e ses pere et mere (...) d'autre part...

Ainsi, en 1764, âgé de 30 ans, Marin Kreenfelt, cuisinier du marquis de Pompiignan, épousait la fille d'un pâtissier. Les parents de la future promettaient une dot de 8000 livres, à prendre sur le produit de la vente de leur boutique, qui devait se faire dans les 18 mois, et 1500 livres en bijoux, linges, etc. Le futur mettait sur la table un douaire de 200 livres de rente viagère.

Né d'un père « allemand » immigré, dans un village de la France profonde, muni d'un honnête niveau scolaire, probablement acquis à l'école de Montmirail, fondée en 1618 par Blaise Champion, docteur en théologie et curé du lieu, notre homme avait sûrement des ambitions et les moyens intellectuels de les accomplir.

Devenu « journaliste » avec l'*Almanach de Paris*, où il se glisse dès 1777, il va lancer en 1779 l'opération – culottée mais payante – de numérotage des rues de Paris. Convoqué par le lieutenant général de police de Paris, en octobre 1779, il lui explique sa démarche. Lenoir, dans son rapport, parle d'un « sieur Grimfeld, secrétaire de l'envoyé de Pologne ». Une fois de plus, le nom est estropié. Il est étonnant que le lieutenant général de police ait confondu Pologne et Cologne, car de Pologne il n'y avait plus ! Les fameux partages étant achevés, un « envoyé » n'avait plus de raison d'être. C'est sûrement Cologne qu'il faut comprendre, comme le suggère Jeanne Pronteau, car nous retrouvons Kreenfelt promu, en 1784, « écuyer conseiller intime de S.A.E. de Cologne, Eveque et Prince de Munster et son chargé d'affaires près sa Majesté Très Chrétienne », comme cela est dit dans l'inventaire après décès de sa femme, Marie-Françoise Lamotte, décédée le 28 février 1784¹³⁵.

Il succédait, dans ce poste de représentant diplomatique d'un pays qui était plus ou moins celui de ses ancêtres, au baron de Belderbusch¹³⁶, *ministre plénipotentiaire* de l'Électeur de Cologne. Il est probable qu'avant de devenir lui-même diplomate – mais d'un rang inférieur – Marin Kreenfelt avait servi Belderbusch comme secrétaire. Avait-il aussi servi le comte de La Noue-Vieux-Pont ? Dès sa promotion, nous voyons Kreenfelt ajouter à son patronyme un complément à particule : *de Storcks*. Hommage probable au nom de sa grand-mère.

De son mariage avec Marie-Françoise Lamotte, Marin Kreenfelt avait eu deux filles (et peut-être d'autres enfants morts en bas âge) : Amédée Marie Telchide, née en 1771, et Joséphine Pauline Augustine Kreenfelt de Storcks, née en 1777, décédée le 2 avril 1820. Le 22 septembre 1790, leur subrogé tuteur étant mort, il leur en fut accordé un nouveau en la personne d'Achille-Louis-Charles Pasquier, peintre, « oncle desd. mineures ». À cette occasion, Marin Kreenfelt de Storcks tint à ajouter de sa main la mention suivante :

*Mes filles sont âgées, lune de 19 ans & l'autre de 13 ans. A elles deux elles n'ont que quatorze cent livres de rentes ; elles ont maitre de musique & de forté piano, ainsi qu'un maitre de danse. Ce 16 7^{bre} 1790.*¹³⁷

La Révolution ayant interrompu le numérotage en cours, puis lui ayant substitué le système des sections, Kreenfelt protesta dans un mémoire, *Numérotage des rues de Paris, 7 avril 1791*, dont une copie subsiste aux Archives de Paris¹³⁸.

On ne sait rien des dernières années de Kreenfelt de Storcks, décédé, on l'a dit, en 1798¹³⁹.

VAUGEOIS AVANT VAUGEOIS : JACQUES, AMY FRANÇOIS ET LES AUTRES

Il nous faut revenir à François Vaugeois et à ses débuts. Le premier document qui nous le fait connaître est encore un acte notarié, daté du 25 juillet 1756¹⁴⁰. Il s'agit de la vente d'une partie de maison sise « à St Maur les Fossés vis a vis la ferme de M. le prince de Condé », que « François Vaugeois md mercier a Paris y demeurant rue des Arcis p^{sse} S. Mery » cède à Marguerite Rolin, veuve de Jacques Sedaine, maçon », qui en possède elle-même un autre tiers. On croit comprendre que feu Jacques Sedaine et François Vaugeois étaient parents, mais cela n'est pas dit dans l'acte.

On a vu plus haut tout le parti qu'on pouvait tirer de ce document, qui nous apprend qu'en 1756

¹³⁵– Arch. nat., MC/ET/CVIII/706, 16 juin 1784.

¹³⁶– Charles Léopold de Belderbusch (1749-1826) avait été nommé à ce poste à la mort de son prédécesseur, Gabriel François comte de La Noue-Vieux-Pont (1714-1779), chevalier de Saint-Louis, ministre plénipotentiaire, général-major et chambellan de l'Électeur de Cologne, mort le 19 janvier 1779.

¹³⁷– Arch. nat., Y//5194/B, en ligne sur le site Projet Familles parisiennes.

¹³⁸– Publié dans Lucien LAZARD, *Préfecture de la Seine. Inventaire sommaire de la collection Lazare-Montassier conservée aux archives de la Seine*, Paris, Impr. nouvelle, 1899, pp. 119-122.

¹³⁹– La richesse des matériaux et documents rencontrés permet d'envisager une étude biographique plus complète.

¹⁴⁰– Arch. nat., MC/ET/XXVIII/347, déjà cité.

François Vaugeois est majeur – peut-être depuis peu –, qu'il est déjà marchand mercier et qu'il demeure rue des Arcis paroisse Saint-Méry, c'est-à-dire sur le côté *est* de la rue, là où se trouve la maison *au Singe vert* et son propriétaire Ismaël Auxerre.

Mais il est temps de se pencher maintenant sur cet « Amy François Vaugeois son pere émailleur md verrier & fayancier a Paris », dont François Vaugeois est dit seul héritier. Selon le *Dictionnaire universel de commerce*, « Les Emaillieurs proprement dits sont ceux qu'on nomme Patenotriers & Boutonniers d'Esmail. Ces derniers ont long-tems composé une des Communautéz des arts & métiers de la Ville & Fauxbourgs de Paris, & font encore partie de celle des Maîtres Verriers, Fayanciers, à qui ils ont été unis [en 1706]. » Et de décrire les objets qu'ils façonnent :

Les Maîtres de la Communauté peuvent faire toutes sortes de patenotres, boutons d'Esmail, dorure sur verre & émail, pendans-d'oreilles, jolivetes, & tous autres semblables ouvrages, avec l'émail, canon & cristalin, passant par le feu & fourneau.

Il leur appartient pareillement d'enfiler toutes ceintures, carcans, chaînes, colliers, bracelets, patenotres & chapelets des mêmes matieres, & de pareille fabrique, même de les enrichir & enjoliver d'or & d'argent battu & moulu ; & il leur est aussi permis de vendre, acheter & travailler toutes marchandises de verrerie, qui dépendent & viennent en consequence de tous les dits ouvrages, sans néanmoins qu'ils puissent dorer aucuns ouvrages de corne & d'os, ces derniers étant du métier des ceux qu'on appelle Patenotriers en corne & en bois.¹⁴¹

Ce que nous savons d'Amy François Vaugeois tient, pour l'essentiel, à l'inventaire après décès que le Minutier central a conservé, en date du 14 octobre 1737¹⁴². Celui-ci a été fait « a la requête de damoiselle Françoise Michelle de Saint Estienne veuve de S^r Amy François Vaugeois maitre émailleur et marchand a Paris y demeurante rue Saint Denis paroisse Saint Sauveur, tant en son nom a cause de la communauté de biens qui a esté entre elle et led. feu sieur Vaugeois son mary ». Deux fils, Charles Antoine et François, sont alors mineurs. En effet, si François Vaugeois est bien né autour de 1730, il avait alors 7 ans. En plus de leur mère, devenue leur tutrice, nous lisons que leur subrogé tuteur est leur oncle, François Dion « maitre tabletier a Paris y dem^r rue Aumaire [au Maire] p^{sse} S^t Nicolas Deschamps ». Outre ces deux garçons, l'acte nous présente un autre frère, Nicolas Vaugeois, « émancipé d'âge », « fils dud. feu S^r Amy François Vaugeois et de

d^{lle} Catherine Desireux sa premiere femme, habil a se dire & porter heritier pour un tiers ».

On comprend qu'Amy François Vaugeois, décédé le 3 septembre 1737, a été marié deux fois, d'abord avec Catherine Désireux, morte en février 1726¹⁴³, ensuite, vers 1727, avec Françoise Michèle de Saint-Estienne. Du premier mariage sont issus deux fils, Pierre Amy, décédé avant son père, car il n'est mentionné dans l'acte de 1737, et Nicolas, que nous allons retrouver. Du second mariage sont nés deux autres fils, Charles Antoine et François.

En l'absence d'état-civil ancien, il est difficile de savoir quand Amy François Vaugeois est né et s'est marié. En 1718, avec le titre de « commis chez Mr le duc de Luynes », il participe au conseil de famille pour élire le tuteur de sa sœur Antoinette Louise Vaugeois, « fille mineure de deffunts Jacques Vaugeois, m^e pescheur au village de St Maur prés Paris et Marie Louise Charpentier, sa femme »¹⁴⁴. Il est le premier cité des « parents et amis » et apparaît comme un grand frère, bien qu'il ne soit pas désigné comme tuteur. Le document ne fait pas mention d'une épouse, mais cela n'est pas nécessaire. En revanche, nous y découvrons les noms des parents d'Amy François et de ses deux sœurs.

Une recherche dans les registres paroissiaux de « St Maur prés Paris » (Saint-Maur-des-Fossés) s'imposait. Elle a permis de relever le mariage de Jacques Vaugeois, « m^e pescheur à engins »¹⁴⁵, et Marie Louise Charpentier, unis le 9 février 1682 en la paroisse Saint-Nicolas¹⁴⁶. Jacques Vaugeois est dit « fils de deffunts Nicolas Vaugeois et Marie Cosse ». Neuf enfants naîtront de cette union, dont huit ont été enregistrés : Nicolas, baptisé le 3 juin 1685, décédé trois mois plus tard ; Marie Anne, baptisée le 10 décembre 1687, qui épousera, avant 1718, François Dion, maître peignier tabletier à Paris ; Nicolas Denis, baptisé le 22 mai 1690 ; Antoine, baptisé le

141– Jacques SAVARY DES BRÛLONS (†), Philémon Louis SAVARY, *Dictionnaire universel de commerce*, Paris, 1723, ESMAILLEUR.

142– Arch. nat., MC/ET/XXX/270.

143– Inv. après décès fait le 2 mars 1726 et insinué le jour même. Malheureusement, les minutes de l'étude concernée pour 1724-1754 sont lacunaires et l'acte manque.

144– Arch. nat., Y//4303, 10 novembre 1718, en ligne sur le site Projet Familles parisiennes. Les registres paroissiaux de Saint-Nicolas à Saint-Maur-des-Fossés ont consigné le décès de Jacques Vaugeois, survenu le 11 juillet 1713 à l'âge de 70 ans. On y apprend qu'Antoinette Louise Vaugeois, fille de Jacques, a été baptisée le 4 oct. 1697.

145– Le pêcheur à engins pêche avec des filets et autres instruments ; il se distingue par là du pêcheur à verge, qui pêche à la ligne. Tous deux sont des professionnels très encadrés !

146– Arch. dép. Val-de-Marne, Saint-Maur-des-Fossés, Reg. BMS Saint-Nicolas, 1680-1694. Les registres paroissiaux antérieurs à 1680 ne sont pas conservés.

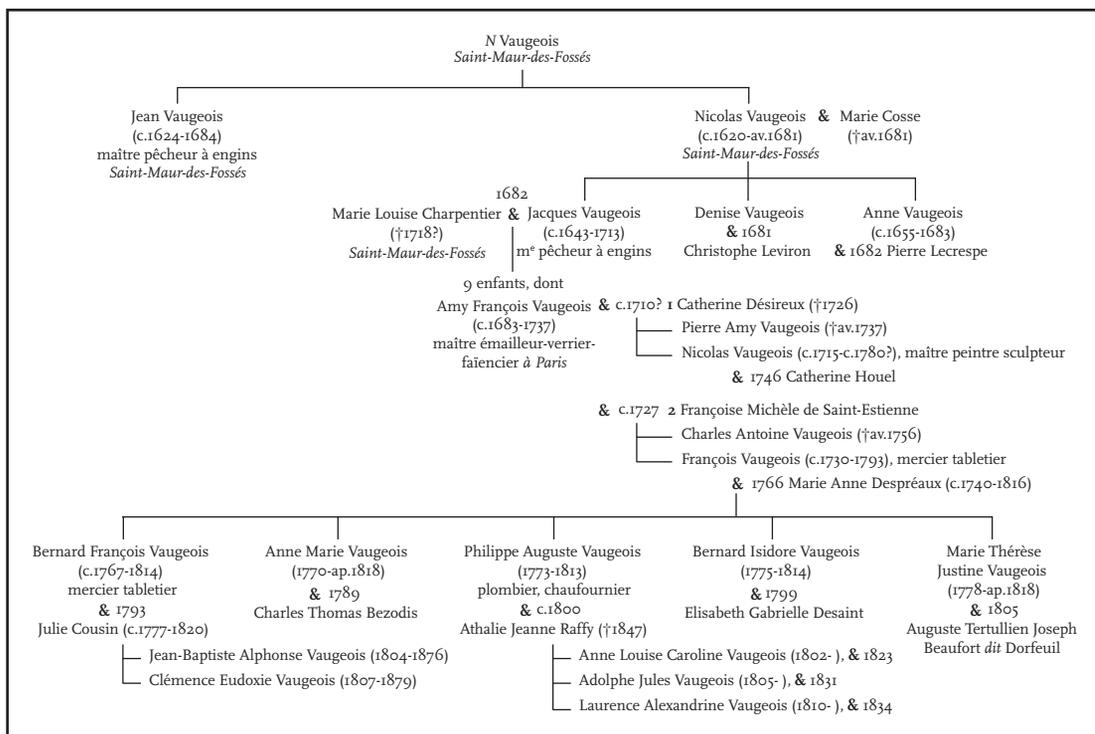


Fig. 29 – Généalogie simplifiée des Vaugois.

3 août 1692, inhumé le 14 mars 1695 ; Louis François, baptisé le 4 mars 1695, décédé vingt jours plus tard ; Antoinette Louise, baptisée le 4 octobre 1697, encore mineure en 1718 ; Marie Angélique, baptisée le 23 mai 1700, morte à un an ; et Marie Marguerite, baptisée le 29 novembre 1703, qui n'eut pas plus de chance que sa sœur, car on l'enterre le 27 août 1704.

Hélas, Amy François manque à l'appel : les tables annuelles ne font état d'aucune naissance Vaugois avant 1685. On conviendra que cela est anormal, car on voit la femme de Jacques Vaugois donner naissance très régulièrement à un enfant tous les deux ans environ. Seule exception à ce rythme, les années 1682-1684, qui suivent tout juste le mariage et semblent « stériles ». Amy François aurait-il été baptisé ailleurs ? On situera néanmoins sa naissance dans ces années-là, car on ne voit pas quand il aurait pu naître si ce n'est vers 1683. En 1718, quand il participe au conseil de famille pour sa sœur, Amy François Vaugois est clairement majeur.

Si Amy François Vaugois est né vers 1683, il aurait pu se marier vers 1710. On peut alors proposer une chronologie approximative :

Amy François VAUGOIS, né vers 1683 à Saint-Maur, maître émailleur, marchand verrier et faïencier à Paris, rue Saint-Denis paroisse Saint-Sauveur, † 3 septembre 1737 ; &(1) Catherine DÉSIREUX († fév. 1726) ; deux fils :

- > Pierre Amy VAUGOIS (°c. 1712 ?, † av.1737),
- > Nicolas VAUGOIS (°c. 1715 ?), émancipé en 1737 ;
- &(2) 1727 (?) Françoise Michèle de SAINT-ESTIENNE († ap.1766) ; deux fils :
- > Charles Antoine VAUGOIS (°c. 1728, † av. 1756),
- > François VAUGOIS (c.1730-1793), mercier tabletier.

L'inventaire des marchandises qu'Amy François Vaugois détenait s'apparente plus à un petit bazar de quartier qu'au stock d'un véritable émailleur-verrier-faïencier, car il ne s'y trouve ni verrerie, ni objets émaillés. Le « maître émailleur » vendait essentiellement des articles destinés à la couture : aiguilles et épingles de différentes grosseurs, fil de Cologne, fil de Bretagne, fil à gants, rubans de différentes largeurs, « padoues de soie », jarretières, ciseaux, boutons, « bertelles », ainsi que de la bimbeloterie : étuis divers, couteaux, fourchettes, peignes, volants et raquettes, battoirs, balles, toupies, sabots, lanternes, brosses, sifflets, lacets, cordons, « trois mettiers pour faire fouets », etc., le tout en petites quantités. Bref, rien de bien glorieux.

Amy François Vaugois avait-il tenté de trouver d'autres sources de revenus ? Quand, le 2 mars 1726, il déclare clos l'inventaire, fait à sa requête, des biens de sa première femme, Catherine Désireux, il est qualifié de « directeur des Carrosses et Messageries

de Flandres »¹⁴⁷. Ce titre ronflant disparaît ensuite puisque c'est sous celui de maître émailleur que nous le retrouvons à son décès. En 1766, quand François Vaugeois se marie, il se présente comme « fils de Ami François Vaugeois, aussi marchand mercier [sic] à Paris ». Un pieux mensonge qui en dit long.

On jugera de la faible valeur de l'inventaire de 1737 au fait que la veuve, Françoise Michèle de Saint-Etienne, et Nicolas, le fils aîné, aient renoncé, quelques mois plus tard, à la succession d'Amy François Vaugeois, la trouvant « plus onereuse que profitable »¹⁴⁸.

Seul enfant, avec François, à survivre après la mort de son père, Nicolas Vaugeois est encore là en 1770, quand il officie en tant que parrain de sa nièce Anne Marie, fille de son demi-frère François Vaugeois, née le 23 avril 1770¹⁴⁹. Il est alors qualifié de « maître peintre ». Né vers 1715, émancipé en 1737, il se marie en 1746 avec Catherine Houel. Le contrat de mariage le dit « maître peintre sculpteur, demeurant à Paris rue Saint Denis »¹⁵⁰. Deux ans plus tard, le 28 août 1748, il est reçu à l'Académie de Saint-Luc en tant que sculpteur¹⁵¹. C'est aussi en cette qualité qu'il prend un apprenti, Louis-Henry Paulhault, âgé de 15 ans, contrat signé pour cinq ans, le 11 novembre 1748¹⁵². En 1757, il prend un nouvel apprenti ; il est alors maître sculpteur, rue Bourg-l'Abbé¹⁵³. L'apprenti promet « de ne point aller travailler chez aucun tabletier ou éventailiste ».

Dire que Nicolas Vaugeois a marqué l'histoire de l'art serait sans doute exagéré : de fait, nul, en dehors de Jules Guiffrey, n'avait rencontré son nom jusque-là. Était-il seulement sculpteur ou un peu tout à la fois ? Témoin de trois actes notariés en 1758, 1766 et 1768, il est chaque fois nommé « maître peintre »... C'est ainsi qu'il est désigné le 19 mars 1758 dans le contrat de mariage de Jean-Claude Vaillard, maître éventailiste, dont il est un cousin germain. En novembre 1766, il est, avec sa femme, aux côtés de son demi-frère François, quand celui-ci signe son contrat de mariage avec Marie-Anne Despréaux, « en présence de S. Nicolas Vaugeois, m^e peintre à Paris, frere, et de d^{lle} Catherine Houel son épouse ». En 1768, Nicolas Vaugeois, *maître peintre*, est témoin du contrat de mariage de Pierre Barbier, marchand mercier¹⁵⁴. Nous avons vu qu'il en était de même en 1770.

Si Nicolas Vaugeois est bien présent dans la *Liste générale des noms et surnoms de tous les maîtres peintres, sculpteurs, marbriers, doreurs ... : de cette ville et faubourgs de Paris*, Paris, 1764 utilisée par Guiffrey, il ne figure plus dans le *Tableau général de MM. les maîtres peintres, sculpteurs, doreurs et marbriers*, Paris, 1786. On peut penser qu'il est décédé entre 1771 et 1786. Il ne paraît pas avoir eu d'enfants.

VAUGEOIS APRÈS VAUGEOIS : DE LA TABLETTERIE À LA PASSEMENTERIE (TRUCHY & VAUGEOIS, VAUGEOIS & BINOT)

Nous ne savons presque rien des enfants de Philippe-Auguste Vaugeois, fils de François et donc frère de Bernard François, né très certainement en janvier 1773, qui a dû épouser, vers 1800, Athalie Jeanne Raffy et qui est décédé à Champigny-sur-Marne le 7 janvier 1813¹⁵⁵. Trois enfants, tous nés à Champigny, sont issus de cette union : Anne Louise Caroline, née le 22 ventôse an X (13 mars 1802), qui épouse le 30 août 1823 Laurent Antoine Peltier ; Adolphe Jules, né le 2^e jour complémentaire an XIII (19 sept. 1805), qui s'unit le 22 juillet 1831 à Henriette Eugénie Lenglier ; et Laurence Alexandrine, née le 22 janvier 1810, qui se marie le 7 janvier 1834 avec Léon François Bonnet¹⁵⁶.

Le seul qui ait laissé un nom est le propre fils de Bernard François Vaugeois, Jean-Baptiste *Alphonse*, né, on l'a dit, le 4 nivôse an XIII (25 décembre 1804). Confié, avec sa sœur, à la tutelle d'un sieur Henri Legrand, propriétaire à Chantilly, Alphonse a épousé le 6 janvier 1831 Marie-Joséphine Ory (1808-1884). Il semble qu'il ait commencé ses activités de passementier vers ces années-là. Si l'*Almanach du Commerce* l'ignore encore en 1830, il signale son adresse dès 1832 « rue aux Ours, 45 ». En 1835, Vaugeois s'installe au 1 rue Mauconseil, une adresse qu'il ne quittera pas de si tôt. C'est là que nous le trouvons, exhibant fièrement ses productions dans une « Exposition des produits de l'industrie française » en 1844. Le *Rapport du Jury central* vaut d'être cité :

M. VAUGEOIS, à Paris, rue Mauconseil, 1.

A exposé des épaulettes d'officier pour tous les pays, des broderies pour uniformes

147 – Arch. nat., Y//5283, en ligne sur le site Projet Familles Parisiennes.

148 – Arch. nat., MC/ET/XXX/271, 12 janvier 1738.

149 – Arch. de Paris, Etat-civil reconstitué.

150 – Arch. nat., MC/ET/X/475, 9 octobre 1746.

151 – Jules GUIFFREY, *Histoire de l'Académie de Saint-Luc*, Paris, 1915 (Archives de l'art français, nouv. pér., IX), *Liste*, p. 39 : « Vaugeois (Nicolas), sculpteur, rue Greneta ».

152 – Arch. nat., MC/ET/XXXVIII/370.

153 – Arch. nat., MC/ET/X/527, 11 déc. 1757.

154 – Tous ces contrats sont au Minutier central des notaires de Paris, celui de François Vaugeois ayant déjà été cité.

155 – Décès de Champigny-sur-Marne et inv. après décès de Philippe-Auguste Vaugeois, chauffournier à Champigny (94), Arch. nat., MC/ET/XXVIII/677, 19 janvier 1813. Le 24 janvier 1815, sa veuve s'associe avec Lucien Alexandre Delassaut dans une « société pour exploiter des fours à chaux à Champigny-sur-Marne » (Arch. nat., MC/ET/XXVIII/698). Athalie Jeanne Raffy est morte à Paris le 17 fév. 1847.

156 – Naissances de Champigny-sur-Marne et Arch. Paris, Etat-civil reconstitué.



Fig. 30 – Bandeau publicitaire VAUGEOIS & BINOT, années 1920.

militaires, des galons d'or et d'argent et divers autres articles de broderie, dont les dessins sont très nouveaux et d'un bon goût ; il a 40 à 50 métiers et il occupe de 50 à 70 ouvriers dans ses ateliers, et de 100 à 110 au dehors.

Il livre annuellement à la consommation 3,000 k. de passementerie. Ses produits sont d'une bonne fabrication. La majeure partie de ses affaires se font à l'étranger, où elles ont pris un très grand développement depuis plusieurs années.

La perfection de ses produits atteste les soins qu'il apporte constamment à sa fabrication pour l'améliorer. Le jury lui décerne une médaille de bronze.¹⁵⁷

Le 26 décembre de la même année, un brevet d'invention de 15 ans pour un « Genre d'épaulettes » était demandé, puis délivré le 2 janvier 1845, à « Vaugois [Jean-Baptiste-Alphonse], passementier, à Paris, rue Mauconseil, n. 1 », enfin publié le 11 mars 1845, sous le n° 670. Trois ans plus tard, Alphonse Vaugois s'associe avec Paul-Emile Truchy¹⁵⁸, passementier-brodeur, probablement déjà employé dans l'affaire.

Il est formé entre les susnommés une société commerciale en nom collectif, sous la raison A. VAUGEOIS et Cie pour l'exploitation d'un fonds de commerce de passementeries et broderies dont M. Vaugois est propriétaire, rue Mauconseil, 1, et de tout ce qui se rattache à cette industrie. La durée de la société est fixée à dix années, qui commenceront le 1er avril 1848 et finiront le 1er avril 1858. Le siège de la société restera à Paris, rue Mauconseil, 1.¹⁵⁹

C'est sous le nom de Vaugois & Truchy que la firme participe à l'Exposition universelle de Paris en 1855. Elle y présente : « Passementerie d'or et d'argent. Passementerie en faux. Tableau brodé en relief en or fin et en soie. »

De son mariage avec Marie-Joséphine Ory, Alphonse Vaugois a eu quatre enfants, dont Marie Eugénie, qui s'impliquera beaucoup avec son mari

Paul Decaux dans la Société de Saint-Vincent-de-Paul – car la famille Vaugois est très catholique – ; Jules (1833-1896), que nous allons retrouver à la tête de l'affaire de passementerie ; Julie, née en 1838, entrée en religion ; et Edouard, né un peu plus tard.

En 1857, Alphonse Vaugois fait entrer son fils Jules dans l'affaire, ainsi qu'un parent, Charles-Victor-Pierre Hénon¹⁶⁰. L'entreprise devient Truchy, Vaugois fils, Hénon¹⁶¹. Mais, deux ans plus tard, la firme ainsi nommée est dissoute pour laisser place à une nouvelle dénomination, la société en nom collectif Truchy et Vaugois. (Hénon paraît s'être retiré.) Ici, Vaugois désigne le fils, Jules, qui prend désormais les rênes de l'entreprise¹⁶². C'est le nom sous lequel la firme participe à l'Exposition universelle de Paris en 1867 : « Truchy et Vaugois, à Paris, rue de Mauconseil, 8. — Broderies et ouvrages de passementerie d'or et d'argent, pour équipements militaires. »

Peu avant 1870, Truchy & Vaugois change d'adresse et s'installe 41 rue aux Ours (ce qui ressemble à un retour aux sources). L'entreprise fournit à la Commune de Paris douze écharpes de délégués au prix de 4 francs 25 l'une. Une facture du 4 juin 1873¹⁶³ porte en tête :

TRUCHY & VAUGEOIS

41, rue aux Ours, 41

Fabrique à Lyon Quai de Retz, 16

¹⁵⁷– Exposition des produits de l'industrie française en 1844, Rapport du Jury central, I, Paris, 1844, p. 369-370.

¹⁵⁸– Né à Chessy-les-Prés (Aube), le 13 juillet 1821 (Geneanet) ; juge au Tribunal de Commerce de la Seine pendant 8 ans, chev. de la Légion d'honneur en 1882 (Base Léonore) ; décédé le 16 nov. 1901 à Paris, 1er (Arch. Paris, État-civil, acte du 18/11/1901).

¹⁵⁹– Gazette des Tribunaux, 27 mars 1847, p. 540.

¹⁶⁰– Probable beau-frère de Jules Vaugois, dont la femme s'appelle Marie-Léontine Hénon.

¹⁶¹– Gazette des Tribunaux, 31 juillet 1857, p. 750.

¹⁶²– Gazette des Tribunaux, 9 octobre 1858, p. 996.

¹⁶³– Coll. Debuissou, Paris.

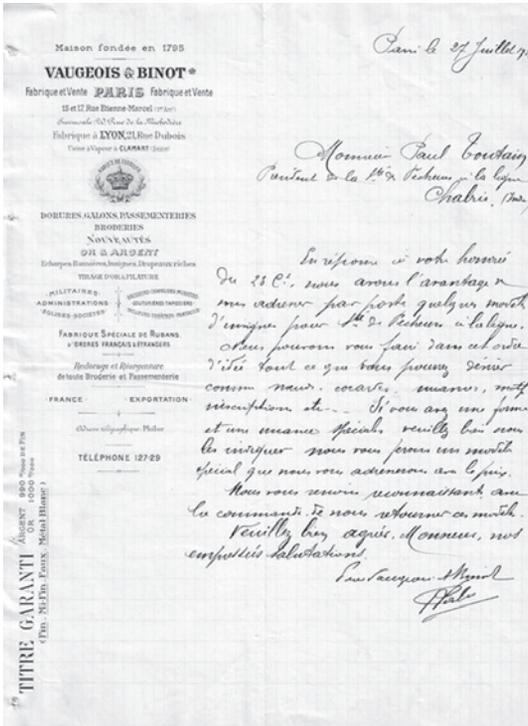


Fig. 31 – Courrier à en-tête Vaugois & Binot, « Maison fondée en 1795 », 27 juillet 1908.

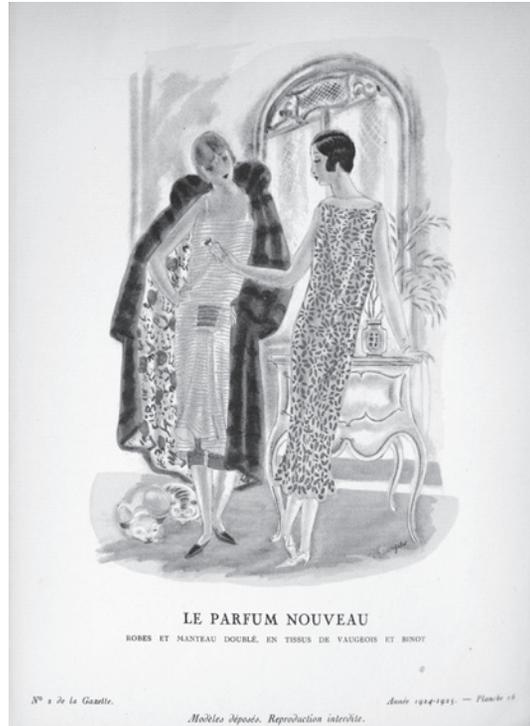


Fig. 32 – Gravure de mode « Le parfum nouveau », Gazette du bon ton, n° 2, 1924. On y voit des tissus Vaugois et Binot. (→couleurs-ix)

Une autre, de la même collection, mais datée du 25 avril 1874, annonce :

M^{ON} TRUCHY & J. VAUGEOIS
 J. VAUGEOIS & C^{IE} Succ^{AS}
 41, rue aux Ours, 41
 Fabrique à Lyon Quai de Retz, 16

Toutefois, vers 1875-80, un changement apparaît qui se présente ainsi :

VAUGEOIS & BINOT
 ANCIENNEMENT TRUCHY & VAUGEOIS — J. VAUGEOIS
 & C^{IE}.
 Paris, 41 rue aux Ours
 Fabrique à Lyon, 16, quai de Retz

L'affaire est alors en pleine expansion. Sans doute très occupé par ses tâches de juge, Truchy s'est retiré, laissant la place à Auguste Binot (1839-1911) qui a épousé lui aussi une demoiselle Hénon, sœur de l'épouse de Jules Vaugois. Directeur de service au ministère des Finances, Binot a quitté la fonction publique pour prendre la direction de la société Vaugois, qui devient par la suite Vaugois & Binot.

Jules Vaugois, qu'il est temps de présenter, est le fils de Jean-Baptiste-Alphonse Vaugois et par

le petit-fils de Bernard François. Il est né à Paris le 2 novembre 1833 et a épousé, le 10 octobre 1857, Marie Léontine Hénon (1836-1913)¹⁶⁴. De leur sept enfants, deux entrent en religion : l'aînée, Elisa Eugénie, née en 1858, et Georges, le plus jeune (né en 1866), qui deviendra prêtre.

Alphonse Vaugois meurt le 3 août 1876, sans doute fier de l'entreprise qu'il a fondée et qui est devenue une des premières affaires de passementerie d'Europe, fournissant aussi bien le « sabre » que le « goupillon ». Une usine à Colombes (Seine) complète le dispositif. Sans surprise, la firme obtient une médaille d'or à l'Exposition universelle de 1878. Jules Vaugois dirige alors l'affaire. Il meurt le 14 novembre 1896 et, peu après sa disparition, sa veuve cède à son fils Alfred tous ses droits dans la société¹⁶⁵.

Alfred Vaugois (1860-1955) va ainsi succéder à son père et marquer son temps par une très

¹⁶⁴– Arch. Paris, Etat-civil reconstitué et pages de François Guibout sur Geneanet.

¹⁶⁵– *Le Moniteur des soies*, n° 1895, 21 janv. 1899, p. 6, MODIFICATIONS DE SOCIÉTÉS : « Paris. — Société Vaugois et Binot (fabr. de dorures, passementeries, broderies et équipements militaires), 15, Etienne-Marcel. — Cession par Mme veuve Vaugois à M. Alfred Vaugois de tous ses droits dans la société (29 déc. 98). »

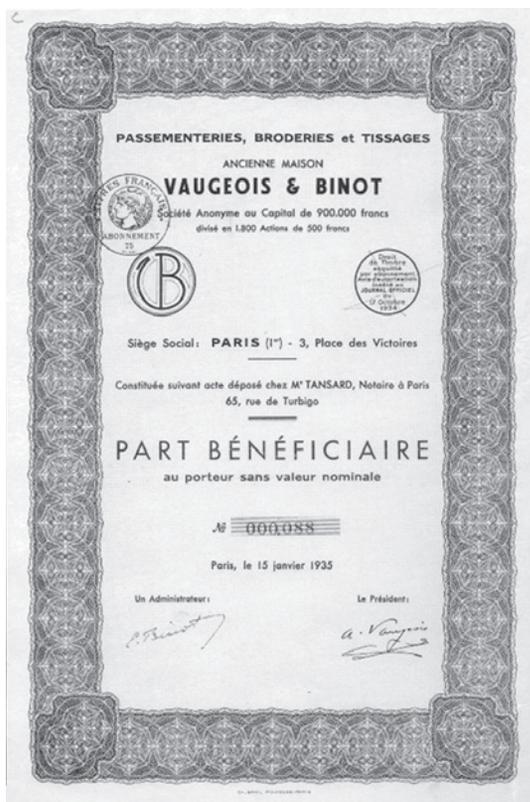


Fig. 33 – « Part bénéficiaire »,
 Passermenteries, Broderies et Tissages,
 Ancienne Maison Vaugois & Binot, datée 1935.

longue vie. De son mariage fastueux avec Anna de Saint-Père (1863-1951), célébré en octobre 1883 par une plaquette à la typographie recherchée¹⁶⁶, Alfred Vaugois eut cinq enfants, dont l'inévitable religieuse, un fils, Maurice (1895-1916), tué au front, et un dernier, Jean, né en 1899, marié en 1935. Après la première guerre mondiale, un nouvel associé apparaît, G. Corpet, et la raison sociale devient Vaugois, Binot & Corpet (V.B.C.). Puis, en 1933, la société change de nature et devient « S.A. Passermenteries, Broderies et Tissages, Ancienne Maison Vaugois & Binot », avec siège 3 place des Victoires à Paris (1^{er} arr.)¹⁶⁷. Alfred Vaugois, qui a passé les 70 ans, a peut-être choisi de se retirer et de vendre ses parts.

Selon un descendant d'Auguste Binot, « V.B.C. disparut en 1948 des conséquences de la guerre et des imprudences d'une banque. » Mais, en 1952, on trouvait encore « ANCIENS ETABLISSEMENTS VAUGEOIS & BINOT ET G. CORPET », à Paris, 3 place des Victoires, avec usine à Argenteuil et fabrique à Lyon. La vieille maison Vaugois & Binot, qui se disait alors « Maison fondée en 1795 » (?!), avait encore son mot à dire. Mais la fin était sans doute proche.

Du « maître pêcheur à engins » de Saint-Maur-des-Fossés au patron d'un des plus importants fabricants de passermenterie, en passant par la tableterie et le *Singe vert*, nous avons ainsi suivi huit générations de Vaugois. ■

¹⁶⁶– *Souvenir du mariage de M. Alfred Vaugois et de Mlle Anne de Saint-Père, 18 octobre 1883*. Paris, impr. de J. Mersch, 1883, BnF, 8-LN27-34444. Allocution de l'abbé E.-L.-H. Croiset prononcée en l'église de Levallois-Perret et discours de Paul Decaux au repas de noces.

¹⁶⁷– Aujourd'hui occupé par une boutique Kenzo.